Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

1 | 1985
Varia

Pierre PIERRARD, *L'église et les ouvriers en France* (1840-1940)

Paris, Éditions Hachette, 1984, 600 p.

Philippe Vigier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/350>

DOI : 10.4000/rh19.350

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1985

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Philippe Vigier, « Pierre PIERRARD, *L'église et les ouvriers en France (1840-1940)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 1 | 1985, mis en ligne le 28 octobre 2002, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/350> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.350>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Pierre PIERRARD, *L'église et les ouvriers en France (1840-1940)*

Paris, Éditions Hachette, 1984, 600 p.

Philippe Vigier

Il faut souligner, d'entrée de jeu, la richesse foisonnante, et l'intérêt de ce gros livre qui traite, pour plus des 9/10^e, de la période chronologique nous intéressant ici (la Première Guerre mondiale et l'Entre-deux-guerres sont rapidement envisagés, sinon sacrifiés), et dont le propos est au cœur des préoccupations de notre Société. Ne s'agit-il pas, pour P. Pierrard, d'envisager la façon dont l'Église catholique (clercs et laïcs) a su -- ou n'a pas su, ou pas voulu-- adapter son message, sa façon de le diffuser, et son comportement en général, à cette révolution industrielle qui, à partir de 1840, modifie les mentalités comme les structures socio-économiques de notre pays ? La conclusion de l'auteur est claire : en dépit de nombreuses tentatives --que Pierrard décrit fort bien, en puisant aux meilleures sources --, le fossé n'a cessé de se creuser, tout au long du XIX^e siècle, entre l'Église catholique et "un peuple ouvrier" qui prend lentement conscience de lui-même au sein du monde du travail.

Pour expliquer cet insuccès, Pierrard --après bien d'autres-- incrimine aussi bien l'insuffisance de la formation intellectuelle du clergé (quelle consternante "littérature pieuse" !) que les méfaits d'un régime concordataire qui crée un "corps engourdi" de fonctionnaires du culte. Mais ce n'est qu'après la guerre 14-18 que se feront sentir les effets bénéfiques, à cet égard, de la Séparation de 1905. En même temps que s'atténuera --sans pourtant disparaître-- cette autre raison des difficultés rencontrées par les hommes et les œuvres du catholicisme social : la vigueur des forces contraires, à commencer par un. anticléricalisme populaire que la révolution industrielle et l'émergence d'une classe ouvrière n'ont certes pas créé --il s'agit là, sans aucun doute, d'un vieux trait de caractère "national" (?), autant rural qu'urbain --, mais qu'elles ont largement amplifié.

Un fait est sûr, en tout cas : ce sont les vingt années qui précèdent la Grande guerre qui fournissent à Pierrard le plus remarquable florilège d'écrits et de chansons où le christianisme est bafoué, et où s'étale une "pétrophobie", une détestation du prêtre qui

dépasse, en intensité de haine comme en grossièreté, tout ce qui avait été écrit précédemment --et Dieu sait pourtant (si j'ose dire) que la moisson était déjà ample... Car l'un des grands intérêts de cet ouvrage, c'est la masse documentaire qu'il fournit. Elle concerne, tout particulièrement, cette littérature spécialement destinée aux classes populaires que P. Pierrard connaît bien, depuis ses thèses sur *La Vie ouvrière à Lille sous le Second Empire* et *Les Chansons en patois à Lille sous le Second Empire*. Nous constatons du même coup, grâce à diverses chansons en ce "rude patois du Nord", qui "ajoute encore à la grossièreté des évocations" anticléricales, combien le chtimi reste vivace à Roubaix ou à Tourcoing en cette fin du siècle dernier.

Le Nord est pourtant l'une des régions françaises où l'influence du clergé, et de la religion, est traditionnellement la plus forte ; qui a aussi fourni au catholicisme social français quelques-uns de ses apôtres les plus remarquables, du passionnant Armand de Melun, encore trop mal connu, à l'abbé Lemire que nous situons mieux, en revanche, grâce à J. M. Mayeur. On aurait souhaité (mais peut-on en faire le reproche à l'auteur ?) une comparaison avec la région lyonnaise --autre grand foyer français de rayonnement religieux, et irrégulier -, ou avec la région rouennaise-- ici, la thèse récemment soutenue de Nadine Chaline, sur *Le Diocèse de Rouen de 1880 à 1939*, permettrait d'utiles comparaisons. Sans parler des régions beaucoup moins "christianisées" que sont Limoges et ses alentours, ou le Bassin Parisien ; ou, au contraire, de ces "régions de chrétienté" comme l'Ouest, où le problème des relations entre l'Église catholique et le monde du travail se pose d'une façon toute différente --on s'en convainc en lisant une autre thèse récente, celle de Cl. Ceslin, sur *Le Syndicalisme breton de 1870 à 1914*.

À ce poids des variantes régionales --que Pierrard a, d'ailleurs, signalées--, on peut ajouter --comme éléments d'explication-- l'influence d'événements et d'expériences survenus hors de nos frontières. Les événements de 1848-1849 en Italie, la révolution et l'expédition romaine, ont, tout autant que les journées de juin 1848, joué un rôle essentiel dans l'échec de la première démocratie chrétienne --celle qui tentait une réconciliation "en profondeur", et non conjoncturelle, entre le "catholicisme" et "89". Tandis que l'antériorité, et la force beaucoup plus grande du catholicisme social de l'autre côté du Rhin, dans une Allemagne qui ignore pratiquement "l'anticléricalisme à la française", pouvaient aussi contribuer à éclairer le débat.

J'aurais également personnellement souhaité que soit davantage mis en lumière le rôle joué par le petit noyau des catholiques sociaux (quelle que soit leur étiquette politique, et étant bien entendu qu'ils n'ont toujours constitué qu'une faible minorité tenue en suspicion par la majeure partie de l'épiscopat comme du patronat ou du monde ouvrier) dans le vote des trop rares lois sociales consenties par le Parlement français -- en 1849-1851, tout d'abord, puis autour de 1900. Les mémoires de maîtrise qu'avec Fr. Demier et J. Gaillard, j'ai dirigé sur ce sujet me conduisent à atténuer un peu le sentiment de caractère purement gratuit, et d'échec à peu près complet, laissé au lecteur des pages que Pierrard consacre au bilan de ces essais sympathiques, mais à peu près inefficaces.

Il n'en reste pas moins que Pierrard a globalement raison : jusqu'en 1914, à tout le moins, l'Église catholique a mal pris le tournant de l'industrialisation. Elle reste fondamentalement liée à un type de civilisation, pré-industrielle et hiérarchique. Et c'est finalement vers les campagnes que s'opère, à partir des années 1880, son action la plus efficace, avec la part active qu'elle prend à la diffusion d'un syndicalisme agricole (celui de la rue d'Athènes) qui se définit contre la ville et ses ouvriers. Mais ceci est une

autre histoire --qui n'est pas sans rapport, cependant, avec celle que nous a si bien conté Pierre Pierrard.